



Déclaration CFDT du 19 mars 2008

Depuis le début des groupes de travail, le 26 juillet 2007, la CFDT exige un cadrage garantissant intérêts individuels et collectifs des personnels, établi sur la base d'un dialogue social, digne de ce nom.

Le 17 mars 2008, soit 8 mois plus tard, nous recevons, en séance, lors d'une réunion un projet de circulaire sur les principes et modalités retenus dans le cadre de la réorganisation. Et l'Administration nous impose d'en discuter et de nous prononcer en séance, pour acter ce projet, sans que nous ayons eu la possibilité de consulter nos mandants.

Quid du fameux dialogue social et de la transparence dont nous parlent le Ministre et son cabinet depuis 8 mois ? Que cache cette précipitation subite après ces longs mois de silence ?

Pour la CFDT, un dialogue social de qualité nécessite une réflexion approfondie, du temps pour la faire et davantage de respect des représentants du personnel.

Ce sont des préalables incontournables à toute véritable négociation.

Le 6 mars, les personnels du MEDAD ont montré, par leur mobilisation, que la confiance était rompue, et ce, à tous les niveaux de la hiérarchie.

La CFDT préférerait que le dialogue social se manifeste dans les instances dites de concertation plutôt que dans la rue.

Si ce projet de circulaire sur l'accompagnement social devait être validé en l'état, sans prise en compte de nos revendications, la CFDT en tirerait publiquement et largement les conséquences.